

Septembre 2013

100^{ème} Année

N° d'agrément P 801338

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1030 BRUXELLES 3
1/3392

Bureau postal de dépôt
1030 Bruxelles 3

4 Millions 7

PÉRIODIQUE MENSUEL D'ÉTUDES ET D' ACTIONS DE LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES, ATTACHÉ À LA DIFFUSION DE LA CULTURE FRANÇAISE ET À LA PROMOTION DE LA COMMUNAUTÉ WALLONIE-BRUXELLES

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Cent ans! Elle est à nos portes, cette célébration du centenaire rêvée depuis si longtemps! Chez les organisateurs, la fébrilité est palpable: souci du détail, nombre de présents, préparatifs divers, surtout ne rien oublier, ne rien laisser au hasard...

Les registres d'état-civil des communes recensent de plus en plus de centenaires. À cette occasion les familles se réunissent, ravivent des souvenirs, admirent de vieilles photos sauvées par les technologies nouvelles. On pose pour la photo de groupe. Le (ou la) centenaire est présent, trinquant à la santé des générations montantes, une larme discrète au coin de l'œil.

Pour une association centenaire, il en va autrement: ceux qui la portèrent sur les fonts baptismaux il y a cent ans à Etterbeek ne lèveront pas leur verre avec nous. Comparer la Ligue wallonne à une vieille dame très digne; c'est joli, mais assurément une simplification. Un mouvement est fait des multiples personnes qui lui insufflèrent idéal et énergie. Tous n'eurent pas exactement la même sensibilité, les mêmes orientations. Tous ne vécurent pas les mêmes événements et je pense avec émotion à ceux qui traversèrent l'affreuse tourmente des guerres mondiales.

Beaucoup de ceux qui donnèrent à la Ligue wallonne temps et dévouement nous ont quittés, parfois leurs traces sont effacées, les archives étant rares ou inaccessibles. Ils firent pourtant la vie et la chair du mouvement comme les anonymes grains de sable font la plage.

Et nous, présents en ce 12 octobre 2013, aurons le privilège de souffler les bougies et de lever notre verre en remerciement à ceux qui ont œuvré pour que notre Ligue parvienne à cet anniversaire symbolique. Nous aurons à prendre la mesure du che-

min parcouru et à inventer celui qu'il reste à parcourir.

Le monde a évolué et nul ne songerait aujourd'hui à se sentir en exil lorsque, des coins les plus éloignés des provinces du Hainaut, Luxembourg, Liège ou Namur, il faut venir travailler à Bruxelles. Le paysage institutionnel de la Belgique a bien changé lui aussi, dans un tourbillon de réformes pas toujours transparentes pour le citoyen. Comme le dit Olivier Maingain dans une interview à *La Libre Belgique* ce 6 septembre, il est à craindre que la sixième réforme de l'État n'appauvrisse Bruxelles et la Wallonie. Des tendances nationalistes existent au Nord comme au Sud et il est oiseux d'ergoter sur le 'bon' ou le 'mauvais' nationalisme. À la Ligue wallonne, nous n'avons pas changé de cap: c'est toujours la solidarité Wallonie-Bruxelles que nous défendons, le journal *Le Soir* le rappelle dans un article publié le 29 août dernier (voir page 6).

Le ciment de cette solidarité, avant même la convergence des intérêts économiques et sociaux, c'est l'amour et la défense de la langue française, sans oublier les langues wallonnes. C'est la langue et la culture françaises qui nous réunissent et nous nous élevons autant contre les coups de boutoir du nationalisme flamand à Bruxelles et dans sa périphérie que contre l'invasion d'un anglais 'globish', langue des affaires et de la dépersonnalisation, à peine digérée par ceux qui l'utilisent.

La fête ne sera complète qu'avec la présence du plus grands nombre d'entre vous, membres de la Ligue wallonne ou sympathisants. Inscrivez-vous de toute urgence, nous vous attendons.

Marie-Claire DALOZE-WILLIQUET
6 SEPTEMBRE 2013

100 ans
ça se fête!

SAMEDI
12 OCTOBRE 2013

10H00

accueil au Parlement de la
Fédération Wallonie-Bruxelles
72 rue Royale à 1000 Bruxelles
(en face de la station de métro Parc)

10H15

Séance académique suivie
d'une réception offerte par la Ligue
wallonne dans l'Atrium du Parlement

13H00

déjeuner au restaurant
Le chevalier de Lascombes
à l'hôtel *County House*,
square des héros à Uccle
(Le transport en autocar vers l'hôtel
County House est assuré)

Participation aux frais:
45 € comprenant une demi-bouteille
de vin et un quart d'eau minérale
(menu page)

**Le déjeuner sera agrémenté
de chansons françaises
et wallonnes interprétées par**

le Triolet de Bruxelles
(Léonce Wapelhorst Alain Miniot
Roger Hindricq)

**Réservation indispensable
avant le 2 octobre 2013**
(voir page 3)

POLITIQUE

MESDAMES, MESSIEURS DU GOUVERNEMENT BRUXELLOIS, OUBLIEZ CETTE IDÉE DE STADE À GRIMBERGEN*

La période estivale permet d'analyser avec recul certaines décisions du deuxième gouvernement Olivier, aux commandes de la Région bruxelloise. Par rapport au début de la législature, pas moins de trois ministres sur les cinq ont, en effet, été remplacés, dont le ministre-président. Même scénario pour un secrétaire d'État sur les trois que compte cet exécutif. On peut donc parler d'un nouveau gouvernement.

Saluons d'emblée le volontarisme dont celui-ci a fait preuve à l'occasion de son week-end ostendais : annonce du déblocage du problème de l'implantation d'un nouveau stade, création d'un musée d'art contemporain dans une zone défavorisée, maintien de la fonction récréative du site de l'hippodrome de Boitsfort, implantation d'écoles supérieures et de logements à Reyers... Il eût cependant été agréable d'entendre aussi le nouveau gouvernement s'exprimer sur une série de problèmes lancinants : propreté de la ville, chômage grandissant, pourrissement de certains quartiers et, cerise sur le gâteau, inconnues concernant l'accueil des compétences en cours de transfert du niveau fédéral. De cela, rien, aucun écho !

Une des premières mesures à avoir été annoncées, à savoir l'implantation d'un stade sur le territoire de Grimbergen, sort des compétences du gouvernement bruxellois. Le sport reste actuellement, en effet, une matière relevant des Communautés – André Antoine ne s'est pas privé de le rappeler et de déplorer le fait qu'on n'ait pas pris la peine de le consulter – et l'exécutif bruxellois n'est donc pas compétent pour gérer l'espace situé sur le sol d'une autre région.

Voilà donc l'actuel stade roi Baudouin, réaménagé dans les années 90, soit il y a moins de vingt ans, voué à terme à la démolition ! S'agit-il là d'une bonne utilisation des deniers publics ? En ces temps de crise, la question peut être légitimement posée par le citoyen. C'est d'autant plus vrai que le nouveau terrain à Grimbergen n'accueillerait que peu de rencontres internationales tout en excluant le Mémorial Ivo Van Damme, qualifié par d'aucuns comme la meilleure et la plus riche réunion d'athlétisme au monde.

Sauf erreur de notre part, ce que nous espérons vivement, les recettes et le produit des taxes générées ne profiteraient en rien à la Région bruxelloise mais bien à la Région flamande et à la commune de Grimbergen. La capitale devrait, en revanche, supporter l'ensemble des nuisances – police, transports en commun... – générées par les compétitions et autres manifestations qui seraient organisées dans le nouveau stade.

De plus, en termes d'images, notre Région ne tirerait aucun bénéfice car il s'agirait bien d'un stade exclusivement flamand. L'idée d'une infrastructure bilingue, à l'instar de l'aéroport de Zaventem déjà peu accueillant pour les francophones, ne peut être valablement imaginée. Le statut de l'extraterritorialité linguistique de cet aéroport est prévu à l'article 6, X, 7° de la loi spéciale du 8 août 80, une loi donc votée au deux tiers du parlement avec une majorité dans chaque groupe linguistique. Trouver une telle majorité en Flandre pour la modifier en vue de l'implantation d'une infrastructure sportive bilingue en périphérie relève de l'utopie ! Le conseil communal de Grimbergen a déjà marqué sa ferme opposition à cet égard.

Une demande de la Région bruxelloise sans compensation exigible par la Flandre, comme semble l'espérer Rudi Vervoort, équivaut à prendre l'histoire à contresens. Kris Peeters, ministre-président de la Région flamande, a d'ailleurs déjà annoncé la couleur : Bruxelles devrait renoncer à toute opposition à l'élargissement du ring et à l'implantation du méga complexe commercial « Uplace » en périphérie flamande. Satisfaire la première revendication aura pour effet de détériorer la qualité de vie dans les quartiers proches du ring. Ceux qui vivent à la Chaussée Romaine le comprendront aisément. Le site exceptionnel du Bois du Laerbeek y perdra une partie de son charme. La seconde exigence flamande a trait à la résistance bruxelloise face au projet Uplace à Machelen qui ne manquera pas de nuire au commerce de la capitale. La Région bruxelloise doit-elle céder face à de telles velléités à deux pas de son territoire ? Non, évidemment non !

Imaginer qu'une institution bruxelloise en terre flamande puisse conserver un statut

bilingue relève d'une extrême candeur dans le chef de l'exécutif bruxellois. Le sort du Jardin Botanique National de Meise, devenu en quelques années totalement flamand, devrait inspirer nos décideurs bruxellois. L'utilisation à cette fin des deniers bruxellois provenant, en partie, du refinancement de la Région équivaudrait à voir repartir vers la Flandre des pans entiers de ce même refinancement...

Pour toutes ces raisons, nous demandons avec insistance au Gouvernement bruxellois de renoncer au projet de stade à Grimbergen. Cette demande se fonde sur un sentiment largement majoritaire : un sondage réalisé par l'hebdomadaire *Le Vif* révèle que 91 % de ses lecteurs partagent notre position de refus d'un stade à Grimbergen. Personne ne reprochera au gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale une marche arrière, tant il est vrai que l'erreur est humaine. Toutefois, méditons aussi ce vieil adage romain : « Errare humanum est, perseverare diabolicum ». Que le gouvernement de Rudi Vervoort sache, par contre, que persévérer avec opiniâtreté dans son refus d'une marchandisation du Palais de Justice de la place Poelaert lui vaudra la reconnaissance d'une très large majorité des Bruxellois – et, d'ailleurs, de tous les Belges de bon sens.

Jean Bourdon, Jacques Bourgaux, Jean-Pierre Buydens, Jean-François Goosse, Jean-Luc Robert et Michel Theys, animateurs du groupe pluraliste de réflexion et de propositions Bruxelles Métropole Francophone (BMF)
*Carte blanche publiée dans *La Libre Belgique* du 29 juillet 2013

Bruxelles Métropole Francophone a été très satisfaite de constater que l'ancien ministre-président de la Région bruxelloise, Charles Picqué, rejoignait très largement son point de vue en ce qui concerne le caractère inopportun pour Bruxelles de la construction d'un stade de football à Grimbergen. Nous reproduisons ci-dessous un extrait d'un entretien publié dans *La Libre Belgique* du 24 août 2013.

La Libre Belgique : L'implantation d'un nouveau stade national, qui est prévue en Région flamande, à Grimbergen. Est-ce le bon endroit ?

POLITIQUE

Charles Picqué: Il faut d'abord se demander si c'est une priorité et quel sera le cout. Je sais que ce n'est pas très populaire d'émettre des doutes sur l'opportunité d'avoir un stade. Je m'en fous. Je suis un grand amateur de football mais, en réalisant ce stade, qui accueillerait quelques matches de l'Euro de football, ne sommes-nous pas dans une spirale d'endettement et de dépenses qui pourrait être préjudiciable à d'autres matières essentielles, comme l'offre scolaire? Je rappelle que, si ce stade est une affaire nationale, c'est le fédéral et l'Union belge de football qui doivent être en première ligne. Et la Région flamande doit aussi s'impliquer de façon sérieuse.

La Libre Belgique: *Serait-il normal que la Flandre bénéficie des retombées en termes d'emplois, de recettes,...* ?

Charles Picqué: Non, c'est pour cela qu'un méga projet comme celui-ci, posé sur la frontière de deux Régions, doit s'inscrire dans une stratégie globale faite de coopération et de solidarité. Et faute d'avoir un autre stade, il faut maintenir absolument le stade Roi Baudouin, qui doit rester notre plan B. Le mémorial Van Damme doit d'ailleurs y rester quoi qu'il arrive. ».

Un coup de fil du fils d'un de nos lecteurs nous a laissé pantois. Ce jeune homme actuellement en recherche d'emploi vient de réussir les premières épreuves du Selor, anciennement dénommé le Secrétariat permanent du recrutement des agents de l'État (SPR). Tout se passe très bien mais ne voilà-t-il pas qu'il reçoit une lettre lui demandant de prendre un contact téléphonique avec une personne de l'administration. Appelons-la pour l'occasion madame Trucmuche. Ce nom lui va comme un gant.

Ce garçon très désireux d'entrer au plus vite dans l'administration tape le numéro et tombe sur un répondeur électronique dont le message est plus ou moins le suivant: « Mrs Trucmuche is not in her office. She is busy. Please can you phone later... (On vous épargne la suite). Traduction: Mme Trucmuche n'est pas dans son bureau. Elle est occupée. Veuillez téléphoner plus tard... ». Notre candidat qui maîtrise presque parfaitement la langue de Shakespeare n'a pas jugé utile d'écouter la suite du message. Une chose est certaine, c'est qu'il se souvient de son cours de droit public selon lequel il y a trois langues officielles en Belgique et l'anglais n'en fait pas partie. Fort heureusement, d'ailleurs, pourrait-on dire et ce, malgré certaines velléités flamandes de remplacer, à Bruxelles, le français par l'anglais.

Le Wallon vigilant

100 ans
ça se fête!

RÉSERVATION CENTENAIRE : URGENT!!!

**chez M. Guy Massenaux, secrétaire de la Ligue Wallonne de la Région de Bruxelles
ou chez la présidente Marie-Claire Daloze**

(l'accès au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne sera pas autorisé aux personnes qui ne se sont pas annoncées).

Par courriel: guymassenaux@skynet.be ou mcdaloz@skynet.be

Par courrier postal: M. Guy Massenaux rue des Érables 8 1040 Bruxelles

M^{me} Marie-Claire Daloze avenue du Onze novembre 28/2 1040 Bruxelles

Par téléphone 02.736.06.11 ou 02.734.77.02

Vous pouvez utiliser le formulaire ci-dessous :

Nom: Prénom:

Titre ou fonction:

Téléphone: Courriel:

Participera à la séance académique au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

au déjeuner à l'hôtel *County House*

et sera accompagné de (nom et prénom)

En cas de participation au déjeuner, merci de virer la somme de 45 € par personne au compte

BE62 1450 5390 3161 (145-0539031-61) de *Ligue wallonne* 1000 Bruxelles avec la mention « Centenaire ».

LIEUX DE MÉMOIRE

Le pèlerinage à l'Aigle blessé

Le dimanche 16 juin 2013, devant le monument à l'Aigle blessé de Plancenoit (Lasne) pavoisé aux couleurs françaises, wallonnes, québécoises et jurassiennes, Wallonie libre célébrait le souvenir de la bataille de Waterloo et surtout le 73^e anniversaire de sa fondation comme mouvement de Résistance « aux côtés de la France libre » ... par des Wallons de Bruxelles, il n'est pas inutile de le rappeler. Plusieurs discours ont été prononcés à cette occasion.

L'ancien sénateur Jean-Émile Humblet, président d'honneur de l'Association franco-européenne de Waterloo, a dénoncé le scandale persistant de la donation Wellington : « la Wallonie est privée d'un millier d'hectares de son territoire au profit du duc et prince empochant annuellement des 'dommages de guerre' (sic) de plus de 250.000 € ». Par contre, bonne nouvelle,

« la province du Brabant wallon mérite des félicitations pour avoir racheté et pour se préparer à restaurer cet Aigle blessé (1) avant que la rouille ne le détruise. Même chose pour la colonne Victor Hugo aussi en restauration, mais qui faillit perdre au risque des passants une partie de ses pierres... Ce lieu, compte tenu de l'achat du bâtiment en face qui pourrait devenir un musée et de la proximité de la Belle Alliance, base du service de santé français il y a 197 ans, ainsi que d'un observatoire de l'empereur, pourrait être un 'quartier français' du champ de bataille... »

José Fontaine évoque d'abord la reconstitution récente, sans doute dans un autre monde que le nôtre, du bal de la duchesse de Richmond, dont les ombres se dispersent dans la nuit à l'annonce du retour des Français vainqueurs à Ligny. Il rappelle ensuite que les historiens José Gotovitch et Jules Gérard-Libois ont reconnu le rôle précurseur et progressiste du mouvement wallon et de Wallonie libre en particulier dans la Résistance (*L'an 40*, CRISP, 1971). Il exhorte à une nouvelle résistance contre les politiques d'austérité de la Commission européenne et de la Banque centrale. Y a-t-il en Europe encore un seul peuple qui

choisit son destin ? Pour lui, l'indifférence apparente cache le désespoir et « l'Union européenne tue l'Europe ». L'autonomiste wallon qu'il est nous confiera ensuite qu'il ne voit de salut que dans un sursaut qui ne peut venir que d'un grand pays, la France.

Laurent Vandamme, porte-parole de Wallonie libre, après avoir donné lecture d'un message d'André Libert qui suggère de recréer un Jardin botanique wallon à Gembloux après la flamandisation de l'institution fédérale sise à Meise, évoque les grands Wallons qui se sont succédé à cette tribune avant-guerre : Arille Carlier, l'abbé Mahieu, Jules Destrée, et réitère le choix de son mouvement en faveur de l'indépendance.

Pour conclure, Jean Dupont, président de Wallonie libre, rappelle les options de son manifeste, qui reconnaît l'importance de liens privilégiés avec la France, mais ne prône ni n'exclut la réunion. Il faut, estime-t-il, dépasser les divisions entre indépendantistes et réunionnistes. Il souhaite également des liens étroits entre Bruxelles et la Wallonie, pour autant que les Bruxellois en expriment démocratiquement la volonté. Il appelle enfin à soutenir la place de la langue française dans l'Union européenne.

Ce moment de ferveur sous un soleil radieux se clôt par le Chant des Wallons, le Chant des partisans et la Marseillaise. Exprimons le vœu qu'il soit à l'avenir plus largement partagé, que les Bruxellois y reprennent leur place en suivant les traces de l'Avant-garde wallonne de Bruxelles, fondatrice du Pèlerinage actuel en 1927, et que les diverses tribus gauloises du mouvement wallon fassent taire au moins un jour par an leurs différences, en respect pour nos ancêtres qui nombreux sont tombés là...

Et Jemappes ?

Sans rouvrir ici la controverse sur le nationalisme wallon (2), rallumée de manière singulièrement maladroite par le ministre-président Demotte, avec l'entrain forcé d'un missionnaire sublimant quelque tentative coupable, de quelle identité parle-t-on et qui sommes-nous, qui n'entretenons même plus nos lieux de mémoire ?

Le 6 novembre 1792, les soldats du général Dumouriez défirent les Autrichiens à

Jemappes (ou Jemmapes, selon une orthographe ancienne que les historiens français ont conservée) : une haute colonne surmontée d'un coq chantant et marquée de la seule inscription « Jemappes 1792 », monument élevé à l'époque où nos socialistes étaient encore républicains, en rappelle le souvenir avec simplicité et grandeur ; le bicentenaire fut l'occasion d'un colloque organisé, le 7 novembre 1992, par le Mouvement wallon pour le retour à la France : les députés français Jean-Pierre Chevènement et Jacques Legendre, ainsi que René Swennen, Marc Wilmet, Pierre Ruelle, Jacques Rogissart, José Fontaine, Valmy Féaux et Olivier Maingain, y prirent la parole.

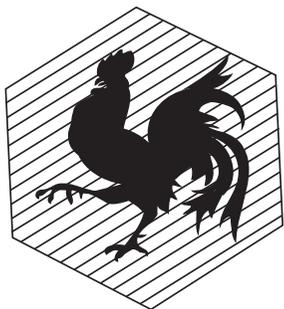
Quel ne fut pas mon désappointement en m'y rendant par une fraîche, pluvieuse et chagrine matinée de juillet : des rues défoncées, des commerces dont les volets paraissaient clos à jamais et surtout une absence totale de panneaux routiers indiquant la direction du monument, masqué par les logements sociaux de la « Cité du Coq » ; pas le moindre tableau explicatif sur la bien dénommée « place du Coq », qu'aucune place d'ailleurs ne signale. On sait que Salvatore Adamo lui-même a déploré la déréliction qui frappe la cité de son enfance, et que les Borains reprochent à Elio Di Rupo de négliger les faubourgs de sa bonne ville de Mons ; on se doute que Jemappes doit être encore plus loin de ses pensées, si c'est possible, que Quaregnon, mais on ne peut comprendre que la Wallonie néglige de mettre en valeur, au moins du point de vue touristique et économique, un site de cette importance.

Alors, dites-moi, quand retournerons-nous tous ensemble à Jemappes ?

Jean-François GOOSSE
Septembre 2013

(1) Une des dernières œuvres du peintre et sculpteur Jean-Léon GÉRÔME (1824-1904), montrée au Salon de la société des artistes français en 1902 et inaugurée le 28 juin 1904. L'exposition consacrée à cet artiste par le musée d'Orsay à Paris en 2010 ne faisait malheureusement pas mention de l'Aigle blessé...

(2) Voir France Wallonie-Bruxelles, janvier 2011 : « Faut-il craindre un nationalisme wallon ? » (Claude Thaysse) et « Nationalisme wallon : incertain et inutile » (Jean-François Goosse) ; Jules Gheude, « Affirmer notre identité française », La Libre Belgique, 27 août 2013.



LAQUAIS

Dans un billet d'humeur intitulé «Slippendragers» (littéralement ceux qui tiennent les basques, donc les laquais) que *De Morgen* a publié le 8 juillet 2013, Steve Samyn, chef de la rédaction politique, stigmatise l'attitude des socialistes wallons à l'égard de la monarchie :

« [Lors du journal de la RTBF, le soir du vendredi 4 juillet,] le Premier ministre a été interrogé sur ce qu'il pensait de la réaction laconique du président de la N-VA, Bart De Wever, à la question de savoir s'il recevrait le nouveau roi : «S'il a faim, il peut toujours venir manger un morceau». «Chacun d'entre nous a son opinion sur la monarchie et c'est respectable, a réagi Di Rupo, mais il ne faut pas ridiculiser les institutions. Car si vous ridiculisez la monarchie, ce sont les institutions de notre pays que vous ridiculisez. Et ce faisant, vous portez atteinte aux institutions de tous les Belges. » *Le message était clair : on peut rire, mais pas de la famille royale.*

Lorsque, la semaine dernière à la VRT, on demanda au président PS de la Chambre André Flahaut s'il craignait des incidents lors de la prestation de serment, il répondit avec un large sourire : «Et où se trouve maintenant Monsieur Lahaut?» Se moquer du député communiste qui fut assassiné parce qu'il aurait crié «Vive la République» lors de la prestation de serment de Baudouin est par contre permis, apparemment. Mais pas de se moquer des «institutions» [...] Le PS fut jadis un parti qui portait un regard critique sur la monarchie. Maintenant que celle-ci convient à sa stratégie politique et à ses plans, un autre cours a été résolument choisi, et un système héréditaire

doit être accepté sans discussion. Rarement le terme de «laquais» a été plus approprié. »

« Lahaut avait raison »

Le 6 juillet, le même journal publie une tribune de son chroniqueur Bart Eeckhout : «Julien Lahaut avait raison. Vive la République», sous-titrée «Comment pouvons-nous être une démocratie si nous n'osons être une république?».

Pour l'auteur, la prestation de serment est «un étrange spectacle», car «cet évènement sera célébré dans le cœur de la démocratie, le Palais de la Nation. Unie dans une révérence de cour, la représentation élue du peuple saluera son chef d'État non élu [...]. À part le fait d'être le fils de son père, Philippe n'a dû montrer aucun mérite qui le rende spécifiquement apte à la fonction de chef d'État.

Ce qu'il y a de fou, c'est que, dans notre pays, ce point ne sera jamais contredit... Mais, ajoutez-on immédiatement, c'est la Belgique [en néerlandais, dit is nu éénmaal België : véritable leitmotiv chargé d'ironie en Flandre, NDLR]. Dans ce pays au régime politique compliqué, une monarchie, qui se situe au-dessus des partis et des communautés, est nécessaire comme une clé de voute institutionnelle... La Belgique comme échiquier : faites tomber le roi, et la partie est terminée. [...] Comment pouvons-nous être une démocratie si nous n'osons être une république? [...]

Interposer explicitement le souverain en gardien de la cohésion du pays rend presque impossible une monarchie protocolaire. [...] Même Albert II a dû constater que, justement parce qu'il était contraint à un rôle actif, sa fonction était entraînée dans les sables mouvants de la politique. La polé-

mique autour de sa formule historiquement peu fondée sur les «années 30» illustre que le pont entre les communautés est devenu dangereusement étroit. Pour les ennemis de l'État Belgique, le roi, qui par définition ne peut se défendre, est devenu une cible facile. Plutôt que se cacher derrière «leur» roi, les partisans de la survie de ce pays feraient mieux d'assurer leur défense eux-mêmes¹.

Cette irresponsabilité du chef de l'État doit constituer l'objection majeure pour les démocrates. La responsabilité d'un président peut être mise en cause soit par des élections directes, soit par une procédure de destitution en cas de problème. Un roi ne peut être remplacé que par un membre de sa famille ou par une révolution.

Pas de roi non plus sans palais. Derrière le dos du souverain se cache un groupe de souffleurs et de défenseurs d'intérêts particuliers, également non élus et tout aussi irresponsables. »

Quelques réflexions pour conclure

À lire la presse flamande, les sentiments républicains sont plutôt bien portés chez les intellectuels de gauche, par ailleurs peu suspects de sympathie pour les nationalistes de la N-VA et du Vlaams Belang : si les séparatistes sont évidemment républicains, tous les républicains ne sont pas séparatistes, contrairement au raccourci simpliste d'Olivier Maingain («les républicains cachent mal leur séparatisme»). Quant aux politiciens francophones traditionnels, ils adoptent une dangereuse attitude de Gribouille : plus ils se groupent frileusement autour du trône pour sauver «leur» Belgique, plus ils contraignent le roi à donner des gages au Nord. À cet égard, le premier discours de

Philippe était révélateur par son vide sidéral, sauf sur un point : il déférait immédiatement à l'exigence exprimée par Kris Peeters de voir le gouvernement flamand traité à l'égal du gouvernement fédéral. Même une francophonie toute d'apparence ne doit plus offusquer la majorité : l'entourage devra être plus flamand (suivant en cela la recommandation de l'ineffable professeur Choron, pardon ! Cheron, Écolo, sur le plateau de Mise au point), et les enfants du nouveau roi ne sont-ils pas déjà scolarisés à Sint Jan Berchmans, à tel point, nous apprend *Het Laatste Nieuws* (6 juillet), que la princesse héritière a des problèmes en... français?

José Fontaine, qui, sans être pourtant réunionniste, s'affirme résolument en faveur de la République, à la fois comme projet et comme forme radicale de la démocratie, dans la tradition française, a produit il y a vingt ans une critique très argumentée de la monarchie belge, dont nous nous plaignons à rappeler les thèses principales :

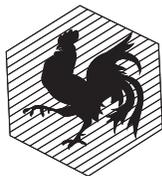
– en Belgique, le roi a plus de pouvoir réel que dans les autres monarchies constitutionnelles européennes, de sorte que ceux qui, par opportunité ou par conviction, minimisent son importance, contribuent paradoxalement à conforter ce pouvoir, qui se nourrit de sa propre négation et du secret dont il s'entoure ;

– si le régime héréditaire, qui place en fait un tiers non élu à la tête de l'État, est indispensable au maintien de l'union des peuples qui le composent, alors cet État n'est pas digne de survivre, car il n'est pas ou plus une communauté volontaire de citoyens réellement libres².

J.-F. G.

¹ Voir «Le roi, De Wever et les autres», 4 Millions 7, janvier 2013.

² *Les faces cachées de la monarchie belge* (ouvrage collectif) et José Fontaine, *Le citoyen déclassé : monarchie et société*, numéros spéciaux communs des revues *Touidi* et *Contradictions*, publiés respectivement en 1991 et 1995.



Les Diables Rouges, arme anti-N-VA ?

Dès le lendemain du match amical de football Belgique-France, le journaliste Olivier Mouton rédigeait un article au titre agressif sur le site du *Vif-L'Express*: « *Les Diables Rouges, l'arme anti-N-VA?* ». Dans la foulée, l'hebdomadaire de langue française le plus lu en Wallonie et à Bruxelles faisait du titre sa page de couverture à une nuance près: le point d'interrogation disparaissait. L'équipe nationale de football belge serait donc une arme pour influencer le vote flamand et le détourner de la N-VA. Cette instrumentalisation du sport le plus populaire dans chaque région du pays mérite que l'on s'y arrête.

Chaque match des footballeurs belges donne lieu à un battage médiatique où chaîne privée et publique s'adonnent à une surenchère virulente. C'est à qui en fera le plus pour créer en Wallonie et à Bruxelles un climat euphorique et sublimer ainsi un sentiment de fierté « nationale » qui se veut unanime.

Pense-t-on un instant à tous nos concitoyens qui se sentent étrangers à tout sport ou encore à celles et ceux qui détestent tout esprit de compétition? Pense-t-on à tous ces

sportifs qui regrettent avec raison qu'il n'y en ait que pour les « fouteux », au détriment de la discipline sportive qui leur tient à cœur?

Personnellement, je me range du côté des citoyens qui aiment tous les spectacles sportifs. Un beau match de football peut donc susciter chez moi un grand enthousiasme, mais de là à transformer en guerrier politique chaque diable rouge, il y a un pas sinon un gouffre que je me refuse à franchir.

Au-delà du spectacle proprement dit, plusieurs choses ont retenu mon attention dans ce match.

La Marseillaise sifflée par le public belge. Ce comportement sera regretté le lendemain à la radio par l'entraîneur des Diables Rouges, Marc Wilmots.

La Brabançonne chantée en français par le public, ce qui prouve que les Diables Rouges trouvent une majorité de supporters en Wallonie et à Bruxelles.

La main posée sur le cœur des joueurs belges pendant la Brabançonne. La mise en scène est parfaite, semblable à celle de pays peu démocratiques.

Une foule bariolée de noir-jaune-rouge. Coqs wallons, lions flamands et iris bruxellois sont bannis.

Le commentaire du « journaliste » ne manque pas de parler de l'absence du roi et des membres de la famille royale, tout en insistant lourdement sur l'attachement de Philippe aux Diables Rouges.

La majorité des joueurs alignés contre la France sont des Wallons ou des Bruxellois entraînés par un « asexué linguistique », parfait bilingue, mais Wallon, même s'il ne revendique que sa belgitude.

Chacun sait que rien n'est plus versatile que l'engouement d'un public sportif, particulièrement en football. L'équipe belge a du talent, certes, mais elle doit encore se qualifier, et un accident est vite arrivé. Les déplacements en Écosse et en Croatie ne seront pas les parties de plaisir que certains imaginent.

Ivo Belet, député européen CD&V spécialiste des questions liant football et politique, soulignait: « *Les succès des Diables réveillent un sentiment belge, c'est indéniable. Dans les tribunes, c'est tout rouge-jaune-*

noir. [...] Cet engouement a une signification politique, ce qui est dérangeant pour ceux qui ne croient plus en la Belgique. »

Mais cet état d'esprit peut-il être partagé par les électeurs de la N-VA? La Brabançonne chantée en français, la foule bariolée en noir-jaune-rouge, une majorité de joueurs belges francophones, un entraîneur wallon, la mise en scène belge, tout cela fait resurgir la Belgique unitaire de papa. Cette Belgique mythique n'est-elle pas l'exemple même de ce que déteste une grande majorité de Flamands?

Récemment, Robert Collignon me disait: « *La Belgique a une belle équipe composée d'individualités talentueuses formant un collectif. Je me réjouis de voir l'éclosion d'un Wallon comme Eden Hazard. Pendant le match, l'état d'esprit des joueurs met de côté les appartenances régionales ou communautaires. Mais quand les joueurs flamands rentrent chez eux, ils laissent le rouge à Bruxelles pour ne garder que le jaune et le noir, à la différence des joueurs wallons et bruxellois qui restent belges avant tout. »*

Paul Durieux

CINQ POINTS, C'EST TOUT



Wallonia.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Le coq est passé à la broche. La Wallonie est maintenant symbolisée par cinq points censés former le W. Comme c'est loin d'être clair, on écrit en dessous *Wallonia* (le français ne nous identifie pas!). Voilà le « branding » (marque déposée), comme dit le ministre-président Demotte, qui précise: « *Il faut pouvoir nous différencier.* » Qu'il se rassure: c'est réussi à ce seul égard!

Rappelons que la Fédération Wallonie-Bruxelles, elle, a pour logo des lettres cunéiformes qu'aurait tracées un Babylonien ivre.

Juste ciel, par qui sommes-nous dirigés?

Le coin des livres

Magistrat honoraire, Georges-Henry Simonis s'est beaucoup investi dans le cadre d'associations de lutte contre les exclusions. Avec l'enthousiasme et la générosité qui le caractérisent, ce Carolorégien très actif au sein de l'Alliance Wallonie France (A.W.F.) a rédigé un *Petit abécédaire du retour à la France*. Il s'est amusé, comme il l'écrit lui-même, à faire le tour des lettres de l'alphabet pour exprimer des impressions qui en appellent d'autres. Il s'agit, dans son esprit, de stimuler le débat. Ni plus ni moins.

Pour obtenir cet ouvrage, il suffit d'en faire la demande à l'auteur en utilisant l'adresse suivante : ghsimonis@voo.be. Le livre sera envoyé gratuitement aux membres de l'A.W.F. Pour les autres personnes intéressées, il est demandé de verser 10 € (frais d'envoi compris) sur le compte n° 260-0174332-92, en veillant à communiquer une adresse postale.

Voici comment Georges-Henry Simonis introduit lui-même son abécédaire :

« Comment augmenter le désir de France des Wallons ? Comment augmenter le désir de Wallonie des Français ? Tels sont les deux objectifs de cet ouvrage, qui ne se veut pas une analyse complète et scientifique, mais souhaite ouvrir un large débat sur la ques-

tion, aujourd'hui presque inexistant dans l'opinion publique, sauf au sein de cénacles spécialisés, le plus souvent composés de militants convaincus de longue date de la pertinence de la cause wallonne, de la nécessité du rassemblement des Wallons et du retour à la France. [...]

Le retour à la France s'inscrit dans le sens de l'Histoire. Commençons donc par le début : ce sera l'ABC d'un rêve et d'un souhait partagés par de nombreux Wallons et Bruxellois. Faisons-le en nous amusant, de manière parfois un peu simpliste, mais surtout en faisant quelques comptes et en ayant pour but essentiel de lancer ce débat qui concerne toute la société : les jeunes, les adultes, les associations, les partis politiques, les responsables en tous genres...

Et ce, des deux côtés de la frontière qui sépare encore la Wallonie et la France. La réunion de la Wallonie – et de Bruxelles – à la France est une grande idée, mais aussi une succession de petites préoccupations quotidiennes. Notre but ultime est d'aider les gens à avoir des conditions de vie plus faciles, et un brin de bonheur en plus. Lançons-nous, pour un inventaire à la Prévert, qui orientera sans doute nos choix... »

De son côté, Jules Gheude a publié un nouvel essai politique aux éditions Mon Pe-



tit Éditeur (Paris). Avec cette *Lettre à un ami français* de 350 pages, sous-titrée *De la disparition de la Belgique*, il donne les clés pour comprendre une situation que beaucoup, même en Wallonie, connaissent mal.

Voici ce que Pierre Hazette pense de cet ouvrage :

« 2014 est une année électorale importante pour la Belgique, qui renouvellera ses parlements régionaux, la Chambre des Représentants et sa délégation au parlement européen. S'il ne fallait lire qu'un livre pour mesurer la portée du scrutin, je recommanderais de se fixer sur la *Lettre à un ami français* de Jules Gheude. Avec un louable souci du détail, de la citation précise et de l'analyse, l'auteur passe en revue les déclarations des leaders d'opinion en Flandre, en Wallonie

et à Bruxelles. Il apparaît clairement que ce que veulent les Flamands – VB, N-VA, CD&V et Open VLD hormis Verhofstadt – va dans le sens du séparatisme. Seul le rythme de l'opération de déchirure les distingue encore : certains sont plus pressés que d'autres. Certains se contenteront, dans un premier temps, du confédéralisme ; les autres les presseront, avec l'appui populaire, d'en finir avec la Belgique. En face d'eux, les Wallons et les Bruxellois font semblant de croire encore et toujours soit au statu quo, soit à une Fédération Wallonie-Bruxelles qui monterait en puissance, soit à deux entités indépendantes. En d'autres termes, les francophones de Belgique ne savent pas ce qui va leur arriver. Ils n'ont qu'une certitude : ils vont devoir diminuer leur train de vie dès 2022, au plus tard. Cette certitude s'appliquera à tous les domaines de leur vie en commun et à leurs revenus propres. Jules Gheude, fidèle disciple de François Perin, ne voit qu'une solution : un rapprochement progressif avec la France, notre patrie culturelle et linguistique, mais aussi un partenaire qui nous permettra de réaliser des économies d'échelle, moins douloureuses et plus riches d'avenir. »

Supplément à
"4 millions 7"
Septembre 2013

Éditeur responsable :
Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65,
1170 Bruxelles
Comité de rédaction :
Cédric Chopin, François Detif,
Paul Durieux, Jean-François
Goosse, Jacques Lenain,
Jean-Paul Roos

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'appliquer ou pas les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990.

Dans un entretien à *De Standaard* (3 août 2013), le député fédéral N-VA Theo Francken fait honte aux femmes et hommes politiques francophones lorsqu'il déclare : « *Als kind van de Franse revolutie kan ik de monarchie niet verdedigen.* » (« *En tant qu'enfant de la Révolution française, je ne puis défendre la monarchie.* »). Message qui se passe de commentaires...



DE QUELQUES VÉRITÉS ENFIN VISIBLES ET PARFOIS DITES

Est-ce Einstein qui a dit que la vérité ne triomphe jamais, mais que ses ennemis finissent par mourir ? Je ne sais plus trop. Cet aphorisme en tout cas s'applique à merveille, chez nous, à quelques vérités qui sortent enfin du puits, encore humides et frissonnantes.

Sur l'Europe

Dans l'Hexagone comme en Wallonie, le consensus europhile des sociaux-démocrates (dont il est superflu de rappeler le mal qu'il a fait à l'économie wallonne, pour la plus grande jubilation des banques et des multinationales sans scrupules) est en train de se craqueler. Une mention spéciale pour le nouveau président du PS Paul Magnette, qui vient de donner un début de justification à l'espoir – très vigilant – que nous mettions en lui. Nous ne pouvons qu'appuyer à 90 %, en écartant le reste pour cause d'utopie, les propositions qu'il a faites avec M. Bruno Tobback dans *Le Soir* du 15 juin 2013. Elles déplaceraient dans le bon sens les axes de la politique eurocratique par leur volontarisme, leur souci de la réciprocité dans les échanges avec le monde extérieur et leur souhait de mise au pas de la finance.

Mais, comme disent les Espagnols, le songe peut se perdre entre l'assiette et la bouche. Alors que son président raisonne sainement, le PS vote sans état d'âme le traité budgétaire européen, dont l'objectif majeur est de réduire le déficit public à 0,5 % du PIB. La compression jusqu'à 3 % nous a déjà couchés sur le lit de Procuste, et c'est encore loin d'être fait. Avec 0,5 %, c'est la ruine assurée du système social, le tarissement de nos ressources productives et l'asservissement perpétuel de la puissance publique au néo-libéralisme fé-

roce et stupide de l'eurocratie, relais des forces occultes de la mondialisation. Nous entendons bien que M. Magnette n'est pas encore le vrai patron du boulevard de l'Empereur et qu'il doit manœuvrer à rebours des vieux conditionnements d'esprits intoxiqués par des décennies d'illusions et de mensonges. Il n'en reste pas moins qu'une trop longue discordance entre les paroles et les actes ne laisserait de lui dans les mémoires désabusées qu'un prometteur de rasage gratis pour un lendemain sans cesse ajourné.

En attendant, l'Union européenne continue de (mê) faire ce que ne font ni les États-Unis, ni le Japon, ni la Chine. Au lieu de vivifier par des injections de liquidités une économie déprimée, elle accable ses peuples par ses exigences d'austérité et de diète financière – en épargnant les banquiers. Au lieu de riposter énergiquement aux mesures que prennent les autres pour protéger leur marché intérieur et de pratiquer paisiblement leur dumping, elle mesure frileusement le tir de ses contre-batteries (il est vrai que l'Allemagne, aveuglément tendue vers un libre-échange à outrance qui lui coûtera cher un jour, y est pour quelque chose). Sur ce dernier point toutefois, les idées évoluent. Le mot de protectionnisme est encore tabou, mais la chose apparaît dans la notion de « juste échange » prônée par M. Magnette et dans le souci exprimé par M. Charles Michel que l'Union instaure des taxes douanières à motivation sociale et environnementale.

Bravo, mais il faut bien voir ceci : les traités européens et l'inévitable divergence des intérêts nationaux (prière de ne pas oublier celui de la Wallonie) paralysent l'action d'un

État membre isolé. Renforcer l'intégration européenne ne ferait qu'aggraver le mal. C'est un coup de force institutionnel qui permettra de construire la seule Europe qui soit vraiment durable : celle des nations que voulait de Gaulle. La France, qu'étrangle l'eurocratie, saura-t-elle éclairer, une fois de plus, la voie du salut ?

Sur la monarchie

Dépassé par l'époque, cabossé par la vie, Albert II s'en est allé à la brocante de la petite histoire. Comme de juste, il fut salué par les prosternations des nains du sérail – le faste en moins, on se serait cru à la cour d'un sultan. Il n'empêche que, bien après les Flamands, bon nombre de francophones ont découvert la monarchie, depuis un an, sous le jour imprécis de ses silences gênés, de ses tripotages fiscaux et de ses petits secrets familiaux pas trop reluisants. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est en ceci que cette institution d'un autre temps perturbe le jeu démocratique et reste un rouage de ce qui sert d'unité à un royaume heureusement chancelant. À ce double titre, elle est vouée à disparaître. On a réduit les dotations de la sainte famille, c'est bien, c'est loin d'être assez. Encore un effort : caciques du Système, la République nous attend !

Sur les services publics

Dans quel état ils sont ! À cause de l'Europe, bien sûr, mais aussi à cause des créatures partisans qui ne les dirigent que pour les appauvrir et les subvertir. Le cas de la SNCB est particulièrement exemplaire. Le désordre le plus complet règne sur le rail : retards et suppressions de trains (surtout sur les lignes wallonnes), communications inaudibles sur les quais

des grandes gares aux heures de pointe, dysfonctionnements techniques, gestion calamiteuse du dossier FYRA, etc. Son état-major, qui mérite le limogeage depuis longtemps, a perdu le contrôle de son outil – si tant est qu'il l'eût jamais eu. Il engraisse des consultants, comme si ses cadres étaient incapables de lui fournir des solutions (rassurez-vous : les bureaux d'étude participatives n'y perdent pas du tout !). Et il n'oublie pas de se payer des salaires fabuleux, dont ne rêvaient même pas leurs devanciers. Le ministre Labille a raison de vouloir y mettre bon ordre, mais c'est pour quand ?

La machinerie de la Poste a beau être moins complexe, le fonctionnement en est aussi discutable : la notion de service public se dilue dans le rétrécissement du service... au public et l'entrée en bourse prélude à un grand bond en avant de la privatisation. Et comme dans les chemins de fer, le climat social a la fraîcheur de la banquise.

La plus haute hiérarchie, les « chief executive officers » comme on les appelle maintenant dans le langage de la pensée unique, ne sont pas les seuls coupables. Il faudrait fendre aussi l'oreille des administrateurs nommés par la participative, selon ses règles, dont le facteur principal est la docilité. Ils roupillent, n'empêchent rien et se taisent quand ils voient ce qui pourrait gêner leurs protecteurs. Sur un pareil terreau, la truanderie finit par fleurir. Ne croyez surtout pas que le cas d'Edmée De Groeve, ex-présidente de la SNCB, de l'aéroport de Charleroi et de la Loterie nationale (ex-grande copine aussi de M. Di Rupo), soit unique en son genre et dissuasif pour l'avenir.

L'ENSEIGNEMENT AU MOYEN ÂGE : LES ÉCOLES CATHÉDRALES ET LES UNIVERSITÉS

L'ouvrage du professeur François Olivier-Martin, *Histoire du droit français et des origines de la Révolution*, publié en 1948 chez Donat Montchrestien, a bien mérité en 1992 sa reproduction photomécanique pour les Éditions du CNRS français.

Cet ouvrage présente dans un même chapitre l'assistance et l'instruction sous l'intitulé « *l'Église et les services spirituels* ».

I. Les écoles cathédrales et monastiques.

La matière est traitée par Maître Léon, *Les écoles épiscopales et monastiques en Occident avant les Universités (768-1180)*, Paris, 1924.

La lecture d'un atlas historique allemand (1) nous apprend que dans nos régions, il y avait des écoles cathédrales à Liège et à Tournai ; dans le Nord de la France, il y avait Laon, Reims et Metz, en Angleterre Cantorbéry et en Hollande Utrecht.

On enseignait dans les écoles cathédrales et les écoles monastiques les sept arts libéraux : le trivium comportant la grammaire, la rhétorique, la dialectique et le quadrivium qui comprenait les sciences exactes, à savoir l'arithmétique, la géométrie, l'astronomie et la musique.

À Paris, il y avait des écoles monastiques auprès des abbayes de Saint-Germain-des-Prés, Saint-Victor et Sainte-Geneviève.

Les écoles de Liège connurent un renom éclatant avec Notger (972-1008) et Wazon. « *Liège doit Notger à Dieu, et tout le reste à Notger* ». (2)

En plus de l'école cathédrale, il y avait des écoles monastiques dans les différentes abbayes du diocèse. Stavelot, Waulsort, Saint-Trond, Saint-Hubert, Gembloux et surtout Lobbes. L'historien belge Frans Van Kalken (3) n'hésite pas à qualifier la ville de Liège au XI^e siècle de « *nouvelle Athènes* ». De même, l'ouvrage collectif sous la direction de Léopold Génicot (4) décrit les activités des écoles liégeoises.

La principauté ecclésiastique de Liège était bilingue, car elle comprenait toute la province actuelle du Limbourg (comme l'ancienne cour d'appel de Liège), l'ancien duché de Limbourg se limitant à la petite ville médiévale de Dolhain-Limbourg, entre Verviers et Eupen. Le duché de Limbourg comprenait aussi la ville hollandaise de Valkenburg.

II. Les universités.

La matière est traitée par l'ouvrage de Irsay (Stéphane d') *Histoire des universités françaises depuis les origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1933, le premier sur le sujet.

La lecture du même atlas historique allemand nous apprend que les trois universités les plus anciennes sont Paris, Bologne et Oxford fondées au XII^e siècle.

L'université de Paris doit ses origines à l'étude de la théologie et de la philosophie scolastique où s'illustre saint Thomas d'Aquin.

L'université de Bologne tire sa source dans l'étude du droit. Irnerius qui fut une lumière du droit était secondé par les glossateurs. Gratien s'illustra en droit canonique.

Une dizaine d'universités furent fondées au XIII^e siècle, notamment Cambridge (1209), Padoue (1222) qui était le quartier latin de Venise, Naples (1224), Salamanque (1227), Toulouse (1229), Montpellier (1289) qui étudiait la médecine après les écoles de Salerne.

D'autres universités furent fondées au XIV^e siècle, ce sont surtout les universités d'Europe centrale en plus de Coïmbra (Portugal) fondée en 1308.

L'université de Prague fondée en 1348 par l'empereur d'Allemagne Charles IV de Luxembourg-Bohème après la création en 1344 de l'archevêché de Prague. L'université jagellonne de Cracovie fut fondée en 1364, celle de Vienne en 1365. Heidelberg fut fondée en 1386 et Cologne en 1388.

Le XV^e siècle vit naître Sint Andrews en Écosse (1412), Leuven (Louvain) en 1425 et Caen en 1432.

Ultérieurement, il y eut encore l'Université de Leiden en 1575. À Bruxelles, fut créée une Académie scientifique avant la fondation, en 1835, de l'université de cette ville.

Venise, qui était une ville de marchands, n'a pas eu d'université avant le XIX^e siècle, Padoue était, depuis l'année 1222, le quartier latin de Venise.

Jean TULKENS

(1) Gruppe historischer Weltatlas, 2^{ème} partie – Moyen Âge, München, 1970, page 12 : *Die hohen Schulen des Abendlandes im Mittelalter*.

(2) DUMONT, Georges, Belgique, *Bruxelles et pays wallon*, Paris, 1958, page 23.

(3) *Histoire de la Belgique et de son expansion coloniale*, Bruxelles, 1954, page 77.

(4) *Histoire de la Wallonie*, Toulouse, 1973, pp. 166 à 170.x

COMMUNIQUÉ

Grand Prix de la chanson wallonne 2014

Après le succès de 2012, **Wallons, Nous!** –RTBF et l'**Union Culturelle Wallonne** ont décidé de coproduire une nouvelle fois le **Grand Prix de la Chanson Wallonne** dans un studio de télévision.

La finale sera enregistrée le samedi 17 mai 2014, en public, lors d'un numéro spécial de *Wallons, Nous!* à la MEDIARIVES à Liège.

Plus qu'un concours, cet événement se veut être une vitrine de la vitalité de la chanson d'expression wallonne et par conséquent des langues régionales en Wallonie.

Adon, tchantez asteûre!

Renseignements: Gennaro TORNINCASA, producteur RTBF Media Rives, Unité de programme Magazine boulevard Poincaré 15 4020 Liège 04.344.73.65 0478. 90.48.53 gto@rtbf.be

LA LIGUE WALLONNE DANS LA PRESSE

À BRUXELLES, TOUDI WALLONS, NONDIDJU!

Au début du XX^e siècle, le français n'était pas encore la langue véhiculaire de 90 % des Bruxellois qu'elle est, de nos jours. Aux côtés des Flamands, les francophones constituaient moins du tiers de la population de la capitale. Et, parmi eux, des Wallons arrivés pour des raisons économiques.

En 1913 quelques-unes de ces familles du sud du pays fondèrent la Ligue wallonne d'Etterbeek afin de maintenir un lien culturel et affectif avec leur terre natale, au travers de balades en Wallonie, de représentations théâtrales, fêtes enfantines, etc. Mais très rapidement, l'engagement culturel de cette Ligue wallonne d'Etterbeek, devenue la Ligue wallonne de la Région de Bruxelles, prit une tournure identitaire. Elle entendit réagir aux «*pernicieux coups de boutoir des flamingants, subis sur leurs lieux de travail par ces Wallons immigrés*».

Le mot d'ordre vira à la défense de leur «*sensibilité française*». Cet engagement wallon se traduisit par l'accession à des mandats de conseillers communaux, d'échevins et de bourgmestres. Et le maintien d'un lien sentimental de solidarité entre Bruxelles et la terre natale se doubla d'un combat politique pour la défense de la langue française.

Le 12 octobre, la Ligue wallonne de la Région de Bruxelles – 800 membres au compteur – fêtera son centenaire. Elle sera reçue, par son président Jean-Charles Luperto, au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Sa lutte contre «*le grignotage sournois de l'espace francophone à Bruxelles, dans la publicité et l'affichage*» et sa défense de la liberté des langues, à Bruxelles et... dans la

périphérie, n'ont pas faibli d'un iota. Elles se sont adaptées à l'évolution institutionnelle du pays : la Ligue s'attache désormais à promouvoir la solidarité à l'intérieur de l'espace Wallonie-Bruxelles. Un message fort éloigné du «*nationalisme wallon*» vanté par son ministre-président, Rudy Demotte...

Michelle LAMENSCH
Le Soir, 29 août 2013



La revue *FRATERNIPHONIE*, journal de l'Association Francophonie Avenir (A. FR. AV), dans son n° 72 (2^e trimestre 2013), sous le titre «*La Ligue wallonne, cent ans de résistance!*» consacre une demi-page à la célébration de notre centenaire en reproduisant «*Le mot de la présidente*» du «*4 millions 7*» de mai 2013. «*Quel rôle reste-t-il à la Ligue wallonne ? dénoncer, résister, continuer*». Un grand merci à nos amis de l'A.FR.AV!

LA WALLONIE CACHE SON COQ!

Un nouveau logo

La presse quotidienne nous a informés tout récemment de la décision du gouvernement wallon d'avoir fait choix d'un nouveau logo destiné à refléter la nouvelle identité wallonne dans les opérations de promotion de la Wallonie à l'étranger.

Ce logo se résume à cinq points noirs devant représenter le W de Wallonie, surplombant la mention «*Wallonia.be*». Le coq incarnant la fierté wallonne a totalement disparu.

Le ministre-président a même déclaré que l'objectif était de créer une image qui s'éloigne d'un passé «*périmé*» avec des industries qui «*ne seraient plus de ce temps*».

Que représente ce passé ainsi méprisé sinon un patrimoine culturel particulièrement riche, des capacités industrielles et artisanales appréciées partout dans le monde, des traditions et des coutumes ancestrales remarquables, le savoir-faire de nos travailleurs? Tout cela a contribué à façonner, au fil des siècles, une identité léguée par nos ancêtres, dont nous pouvons être fiers. C'est cela qu'incarne le coq wallon que, d'un coup sec, on vient d'abattre.

De plus, la mention WALLONIE a aussi disparu au profit d'un WALLONIA sorti d'on ne sait où, reniant ainsi le français, langue officielle de la région.

Des dépenses à peine croyables

Les journaux nous apprennent aussi que ce changement de logo trouve son origine dans une étude préalable effectuée à propos de l'image de marque (qualifiée du nom barbare «*branding*») de la Wallonie, dont cout : 477.000 €, soit en tout 537.000 €, ce qui porte le prix d'un point noir à plus de 100.000 €!

Par ces temps difficiles de restrictions budgétaires, on en pense ce qu'on veut!

Le ridicule ne tue pas

Le comble : quand tout est bouclé, on s'aperçoit que ce slogan «*WALLONIA.be*» est la propriété d'un retraité flamand avec qui il a fallu négocier son rachat! Quel beau sujet cela aurait pu faire pour Courteline. [...]

Extrait d'un article de Fernand ROSSIGNOL
Publié dans *Le Borain*, périodique du Cercle royal borain de Bruxelles Juillet août septembre 2013 n° 187

ILS NOUS ONT VOLÉ NOTRE « E-MUET »

Wallonia.be est notre nouveau logo. Il est pourtant beau notre e-muet, spécificité de notre langue que l'on trouve parfois si difficile et si obsédante mais pourtant si belle et musicale, lors de l'écriture de chansons. Il laisse nos phrases en suspens, comme les notes de musique non résolues, afin de susciter suspense et renouveler notre attention. Eh bien non, le e-muet, pour les Wallons, c'est fini : Wallonia.be, ...Wallonia.be, région d'Allemagne? Comme pourraient le souhaiter certains admirateurs du fédéralisme à la mode allemande? Wallonia.be, région des Pays-Bas, peut-être une anticipation de ce qui nous attend si on continue de rattacher des matières régaliennes de l'organisation de notre pays, que sont la justice (prisons), la défense (marine) et la diplomatie (ambassades) à des institutions sous contrôles conjoints belgo-néerlandais? Pourtant des alternatives simples existaient : gratuitement, je suggère un «*Wallonie.wal*» ou.wl, si les extensions à 3 lettres posent des problèmes pour la géolocalisation. [...]

Stéphane DESSY
Webmestre

LE COIN DES AMIS

Un départ...

Nous avons appris avec tristesse le décès, le mardi 23 juillet, de Monsieur **Guy Bouchez**, « éclectique de la foi, de la table et de l'image », comme le désigne Christian Laporte dans *La Libre Belgique* du 25 juillet. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages théologiques dont tout récemment « *Les vingt Mystères* », étude sur les Mystères du rosaire, appréciée jusqu'à Rome. Il avait également écrit le premier guide *Delta* de « *Bruxelles de A à Z* » et en collaboration avec son épouse un ouvrage de référence sur les fromages belges.

Membre de la Ligue wallonne depuis des années, il était assidu à nos déjeuners, en compagnie de son épouse. Depuis quelques années, des problèmes de santé les avaient empêchés de nous rejoindre. Il était également membre de l'Association royale des écrivains et artistes wallons (AREAW). Nous présentons à ses proches l'expression de notre très profonde sympathie.

Le centre Paul Duvigneaud de documentation écologique

L'année 2013 sera marquée par la célébration de la naissance de Paul Duvigneaud, décédé le 21 décembre 1991. Son épouse Madame Laure Duvigneaud est membre active de notre Ligue wallonne.

Né à Marche-en-Famenne, l'année même de la création de la Ligue wallonne, savant original et passionné, doté d'une très vaste culture, Paul Duvigneaud, militant wallon, ne fut pas seulement un extraordinaire professeur de botanique, il fut aussi un humaniste soucieux du devenir de l'homme, un visionnaire qui n'hésitait pas à enfourcher l'utopie pour la maîtriser d'autant mieux.

Deux événements marqueront cette célébration :

Les 5 et 6 novembre, un **symposium** de haute tenue scientifique dont la langue sera le français (fait assez rare dans le monde scientifique pour être souligné). Tous renseignements sur le site <http://symposium-duvigneaud.ulb.ac.be> ou au 02.642.24.92. Les textes des orateurs et auteurs sollicités seront réunis au sein d'une publication dont le titre « *Vers une nouvelle synthèse écologique – de l'écologie scientifique au développement durable* » fait référence à « *La synthèse écologique* », œuvre maîtresse de Paul Duvigneaud.

Du 13 novembre 2013 à la mi-janvier 2014, une **exposition** « Paul Duvigneaud,

un maître de l'écologie scientifique » au CiVA (Centre international pour la ville, l'architecture et le paysage), 55 rue de l'Ermitage à 1050 Bruxelles. Site internet : www.centrepaulduvigneaud.be Téléphone : 02.642.24.92



Au centre culturel de Sivry dans le cadre des fêtes de Wallonie le vendredi 27 septembre 2013 Concert de brass bands

(orchestres composés d'instruments de la famille des cuivres et de percussions)

à 19 h 30 : Concert par **l'Ensemble de cuivres jurassien** (ensemble du Jura suisse) sous la direction de M. Blaise Héritier
à 20 h 30 : concert par le brass band de Thudinie sous la direction de M. Raphaël d'Agostino. Réservation obligatoire chez Claude Michaux : 060.45.52.52.



Une heure musicale wallonne à Molenbeek-Saint-Jean le dimanche 20 octobre 2013 à 11 heures

Dominique Tasseroul (violon) et **Rosella Clini** (piano) interpréteront des œuvres de deux compositeurs wallons : la *Légende naïve* de Joseph Jongen (1873-1953) et la *Sonate en ré majeur* de César Franck (1822-1890). Elles interpréteront également les *Danses roumaines* de Béla Bartok (1881-1945). Dominique Tasseroul est lauréate des conservatoires royaux de Mons et de Bruxelles, elle est professeur à l'académie de musique de Braine-le-Comte. Rosella Clini est professeur au conservatoire royal de musique de Mons. Le concert a lieu à la Maison communale de Molenbeek-Saint-Jean, sous les auspices de Madame Françoise Schepmans, bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, chargée de la culture française. Entrée gratuite.



Activités des cercles wallons de Bruxelles

Les Amis du Pays de Chiny

Samedi 19 octobre, à Chiny : 48^e chapitre de la Confrérie Saint Arnoul du Comté de Chiny. Renseignements : Jean-Marie Martin tél. 02.771.77.32

Association royale des écrivains et artistes de Wallonie (AREAW)

Tous les premiers mercredis du mois à 17 heures : présentation d'ouvrages littéraires récents.
Renseignements : Joseph Bodson 0498.10.50.83

Association wallonne de la Woluwe - Auderghem (AWWA)

Samedi 5 octobre 2013 : excursion gastronomique et culturelle.
Samedi 23 novembre 2013 : repas-animation.
Renseignements et inscriptions : José Rassart 02.672.85.97

Cercle royal borain de Bruxelles

Samedi 19 octobre 2013 : grand cabaret franco-borain.
Samedi 7 décembre 2013 : diner de la Sainte-Barbe.
Renseignements et réservations : Léa Rossignol 02.673.25.07

Cercle royal gaumais de Bruxelles

Dimanche 13 octobre 2013 : gouter gaumais.
Dimanche 24 novembre 2013 : banquet.
Renseignements et inscriptions : Jean-Marie Fox : 02.672.15.31

Cercle royal « Les Tournaisiens de Bruxelles sont là »

Dimanche 27 octobre 2013 : repas de chasse.
16 et 17 novembre 2013 : salon littéraire à Tournai.
Renseignements et inscriptions : Christian Bocquet 067.55.52.74

Cercle royal wallon de Watermael-Boitsfort

Samedi 26 octobre : diner d'automne.
Renseignements et inscriptions : René Gaspard 02.660.06.92

Union des groupements wallons de Bruxelles

Le dimanche 8 décembre 2013 à Wolubilis : Concert de Noël.
Renseignements : Jacqueline Ezersky 02.426.57.96

100 ans
ça se fête!

Menu du déjeuner du
centenaire à l'hôtel
County House,
square des Héros à Uccle

L'apéritif et ses deux verrines



Les scampi au curry léger et
lait de coco



Le magret de canard aux
pommes et calvados

Gratin de pommes de terre et
brocoli, chicon meunière



Le gâteau forêt noire



Café

Participation aux frais : 45 €
comprenant une demi-bouteille
de vin et un quart d'eau minérale

à verser au compte **BE62 1450
5390 3161** de la Ligue wallonne
à 1000 Bruxelles

PROGRAMME DE LA SÉANCE ACADÉMIQUE DU 12 OCTOBRE

- Allocution de bienvenue par Monsieur Jean-Charles Luperto, président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- « *Solidarité des cercles wallons à Bruxelles* » par Madame Jacqueline Ezersky-Francotte, présidente de l'Union des Groupements Wallons de Bruxelles.
- Intermède poétique par Léonce Wapelhorst et Alain Miniot du *Triolet de Bruxelles*.
- « *Histoire d'un engagement. Le combat des ligues wallonnes à Bruxelles* » par Madame Chantal Kesteloot, historienne.
- Intermède poétique par Léonce Wapelhorst et Alain Miniot.
- « *La Ligue wallonne : souvenirs et perspectives* » par Madame Marie-Claire Daloze-Williquet, présidente de la Ligue wallonne de la Région de Bruxelles.
- *Le Chant des Wallons* interprété par Léonce Wapelhorst.

La Ligue wallonne de la Région de Bruxelles sera heureuse de vous offrir le verre de l'amitié à l'issue de la séance académique au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

N'oubliez pas d'annoncer votre présence

02.736.06.11 ou 02.734.77.02)

NOTRE SITE INTERNET

www.liguewallonnebruxelles.be

Vous disposez d'une adresse électronique ?
Faites-la connaître à mcdalozes@skynet.be
ou à guymassenaux@skynet.be

Merci d'envoyer le courrier postal (lettres, revues) chez **Guy Massenaux**
rue des Érables 8 1040 Etterbeek ou chez **Marie-Claire Daloze**
avenue du Onze novembre 28/2 1040 Etterbeek

Ne pas envoyer de courrier au 18 rue Joseph II merci !

"4 Millions 7" applique les rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française et approuvées par l'Académie française

LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES ASBL
NOTRE JOURNAL "4 Millions 7"
Adhésion : 12 € par an, 20 € pour l'étranger (10 numéros) à
verser au compte IBAN BE62145053903161 BIC GEBABEBB
de *Ligue Wallonne* 1000 Bruxelles

Éditrice responsable : Marie-Claire Daloze-Williquet, présidente
Avenue du Onze Novembre, 28, – Bte 2 – 1040 Bruxelles
mcdalozes@skynet.be
ISSN 2033-740X
Toute contribution au fonds de combat est bienvenue
Les articles signés n'engagent que leur auteur